



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cellule Risques Chroniques 64

Pau, le 4 décembre 2025

Référence : DREAL/2025D/10521

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14 novembre 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRANSPORTS IRACHABAL

Parcelles cadastrées AK 90, 96, 97, 136 et 137
64300 Loubieng

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée, réalisée le 14 novembre 2025, des parcelles cadastrées n° 90, 96, 97, 136 et 137 de la section AK de la commune de Loubieng (64300). Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un signalement transmis à l'inspection des installations classées faisait état d'une « décharge » illégale sur des terrains privés de la commune de Loubieng. Un important dépôt de déchets non dangereux inertes (terre, cailloux, etc.) était mentionné.

L'inspection des installations classées a réalisé une visite du site sur lequel ont été déposés les déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

Transports IRACHABAL
Parcelles cadastrées AK 90, 96, 97, 136 et 137 - 64300 Loubieng
Code AIOT dans GUN : 0100303952
Régime : Néant
Non Seveso / Non IED

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative,
- Gestion des déchets.

Présentation de l'exploitant

La société « TRANSPORTS IRACHABAL » exerce ses activités dans les domaines du transport et des travaux publics.

La déclinaison de ses activités est la suivante :

- la location de camions et de remorques avec ou sans chauffeur,
- la location d'engins de chantier avec chauffeur ainsi que sur les travaux de terrassement,
- la valorisation des déchets inertes non dangereux (plate-forme de transit et de broyage-concassage sur son site d'Hasparren),
- la réalisation de travaux de voiries et réseaux divers - VRD (terrassement, pose de réseaux, mise en œuvre d'enrobés, revêtements en béton, petits travaux de maçonnerie, démolition et enrochement, etc.).

Le siège de la société est situé à Hasparren. Son rayon d'intervention couvre le Pays-Basque, le Sud des Landes et une partie du Béarn.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés, et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »,
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription),
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives,
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite d'inspection a porté sur la situation administrative de la société TRANSPORTS IRACHABAL au regard de l'installation de stockage de déchets inertes (ISDI) constatée sur les parcelles cadastrées n° 90, 96, 97, 136 et 137 de la section AK de la commune de Loubieng.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est présentée ci-dessous.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suite administrative.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative Rubrique 2760	Code de l'environnement Annexe à l'article R. 511-9	Mise en demeure <i>Arrêt des apports de déchets</i>	Sans délai
2	Déchets Gestion irrégulière	Code de l'environnement Article L. 541-2	Mise en demeure <i>Évacuation des déchets non dangereux inertes</i> <i>Transmission des accords préalables des 2 propriétaires des parcelles</i>	2 mois 15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Déchets Dépôt illégal	Code de l'environnement Article L. 541-3.I	Mise en demeure <i>Remise en état du site</i>	4 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À la suite de la visite d'inspection du 14 novembre 2025 réalisée sur les parcelles cadastrées n° 90, 96, 97, 136 et 137 de la section AK de la commune de Loubieng, il a été constaté :

- un stockage illégal de déchets non dangereux inertes (terre, cailloux), dont les apports ont commencé en début de journée le 14 novembre 2025,
- un volume des déchets stockés estimé à 360 m³,
- une zone humide (ancienne marre) remblayée,
- plusieurs arbres, situés sur la zone humide, abîmés ou coupés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative – Installation de stockage de déchets inertes (ISDI)

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9 (<i>Rubrique 2760-3</i>)	
Prescription contrôlée :	
<u>Rubrique 2760-3 de la nomenclature des installations classées</u>	
Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720	
	Régime
1. Installation de stockage de déchets dangereux autre que celle mentionnée au 4	Autorisation
2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 :	Enregistrement
a) Dans une implantation isolée au sens de l'article 2, point r) de la directive 1999/31/ CE, et non soumise à la rubrique 3540	
b) Autres installations que celles mentionnées au a	Autorisation
3. Installation de stockage de déchets inertes	Enregistrement
4. Installation de stockage temporaire de déchets de mercure métallique	Autorisation
Constats :	
<u>Dépôts de déchets inertes</u>	
L'inspection a permis de constater que les parcelles cadastrées n° 90, 96, 97, 136 et 137 de la section AK de la commune de Loubieng servent de support à une installation de stockage de déchets inertes (ISDI).	
Les remblais sont réalisés sur des parcelles agricoles.	
Les apports de déchets inertes, qui ont commencé en début de matinée le 14 novembre 2025, sont réalisés par la société « TRANSPORTS IRACHABAL ».	
Six camions de l'entreprise ont effectué 6 rotations chacun au cours de la journée, pour un apport total de déchets inertes de 360 m ³ (6 camions x 6 rotations / jour = 36 x 10 m ³ = 360 m ³).	
Lors de l'inspection, 2 camions immatriculés EV-148-AS et CN-655-HN (tracteurs) sont en train de vider leur chargement.	
Un bulldozer est en train de niveler les déchets inertes déposés.	
<u>Contexte</u>	
Le propriétaire de la parcelle cadastrée n° 97 de la section AK, présent lors de l'inspection, précise qu'une ancienne marre (zone humide) était présente et que les apports de déchets inertes ont comme objectif de l'assécher en la remblayant.	

Sur les vues aériennes de la parcelle, on constate la présence d'une petite zone boisée sur cette parcelle. L'inspection a permis de constater que certains arbres ont été endommagés ou ont disparu, lors du remblaiement et du nivellement des déchets.

Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI)

Les dépôts constatés relèvent de la rubrique n° 2760-3 « Installation de stockage de déchets inertes » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Cette activité nécessite au préalable le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation (enregistrement) auprès des services de la préfecture. Aucune démarche en ce sens n'a été réalisée par la société « TRANSPORTS IRACHABAL ».

Demande d'exhaussement

M. le maire de Loubieng, contacté par téléphone lors de l'inspection, précise à l'inspection des installations classées qu'aucune demande d'exhaussement en lien avec les parcelles concernées par les dépôts n'a été déposée en mairie.

Urbanisme

Les parcelles cadastrées n° 90, 96, 97, 136 et 137 – section AK de la commune de Loubieng sont situées :

- en zone agricole (A) du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Loubieng, approuvé le 20 février 2020, en vigueur,
- en zone agricole (A) du futur Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes de Lacq-Orthez (CCLO) en cours d'approbation.

Les règlements du PLU, actuellement en vigueur, et du futur PLUi, en cours d'élaboration, n'autorisent pas l'installation de stockage de déchets inertes sur les parcelles susvisées.

Compte tenu des éléments en sa possession le jour de l'inspection :

- l'inspection des installations classées a demandé aux chauffeurs des camions présents et au chauffeur du bulldozer de cesser les apports,
- l'inspection des installations classées s'est rendu à Orthez sur le site d'où proviennent les déchets inertes pour y rencontrer le dirigeant de l'entreprise à l'origine des apports, il lui a été demandé d'arrêter immédiatement tout apport de nouveaux déchets inertes sur les parcelles susvisées sur la commune de Loubieng.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procède à l'arrêt immédiat de tout apport de déchets inertes sur les parcelles susvisées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, arrêt des apports de déchets

Proposition de délais : Dès notification de l'arrêté de mise en demeure

N° 2 : Déchets – Gestion irrégulière

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Article L. 541-2

Prescription contrôlée :

Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.

Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.

Constats :

Origine des déchets inertes :

Les déchets inertes (terre et cailloux) déposés sur les parcelles agricoles de la commune de Loubieng proviennent du terrassement que la société IRACHABAL est en train de réaliser sur un terrain qu'elle vient d'acquérir, situé rue Pierre Bérégovoy sur la commune d'Orthez.

<p>Les terres exhausées sont amenées par les propres camions de l'entreprise sur le site de Loubieng.</p> <p>La société « TRANSPORTS IRACHABAL » est à la fois le producteur et le détenteur des déchets, elle est responsable de leur gestion.</p> <p>Les déchets inertes non dangereux n'ont pas été expédiés vers une filière de traitement agréée (ISDI régulièrement enregistrée).</p> <p><u>Accord entre le producteur des déchets et les propriétaires des parcelles concernées :</u></p> <p>Le responsable de l'entreprise, producteur des déchets, dit avoir obtenu l'autorisation d'un des 2 propriétaires des parcelles concernées afin de pouvoir déposer les déchets inertes sur son terrain.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat:</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'évacuer les déchets inertes non dangereux vers une filière de traitement dûment autorisée.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs des accords préalables des 2 propriétaires des parcelles concernées par les dépôts de déchets inertes.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Mise en demeure, évacuation des déchets inertes. Transmission des accords préalables des 2 propriétaires des parcelles</p> <p>Proposition de délais : 2 mois à compter la notification de l'arrêté de mise en demeure 15 jours à compter du rapport d'inspection</p>
--

N° 3 : Déchets – dépôt illégal

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, Article L. 541-3.I</p> <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque des déchets sont abandonnés, déposés ou gérés contrairement aux prescriptions du présent chapitre et des règlements pris pour leur application, à l'exception des prescriptions prévues au I de l'article L. 541-21-2-3 et de celles prévues à la section 4 du présent chapitre, l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente avise le producteur ou détenteur de déchets des faits qui lui sont reprochés ainsi que des sanctions qu'il encourt et, après l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations, écrites ou orales, dans un délai de dix jours, le cas échéant assisté par un conseil ou représenté par un mandataire de son choix, peut lui ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et le mettre en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect de cette réglementation dans un délai déterminé.</p> <p>Constats :</p> <p>Les déchets déposés sur les parcelles sont des déchets inertes. Ces déchets ont été apportés au cours de la journée du 14 novembre 2025.</p> <p>Il n'a été présenté aucune demande d'autorisation à l'inspection des installations classées pour la création d'une installation de stockage de déchets inertes.</p> <p>Cette gestion illégale des déchets constitue une infraction délictuelle.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'arrêter immédiatement l'apport de déchets, • d'évacuer les déchets vers les filières autorisées, • de remettre en état le site. <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Mise en demeure, arrêt des apports de déchets et évacuation des déchets présents</p> <p>Proposition de délais : Dès notification de l'arrêté de mise en demeure, arrêt des apports 4 mois à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure, remise en état du site</p>
--